

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 287

Rubrik: Point de vue

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

POINT DE VUE

Xénophobie et histoire

M. James Schwarzenbach se déclare épris d'histoire. Lors d'une interview télévisée, où il fit ma foi bonne figure, il expliqua que sa culture historique avait guidé son cheminement politique.

Il disait vrai. Un rapide succès électoral ne peut être fondé que sur une idée-force aussi simple que possible. Se réclamant de l'humanisme classique, M. Schwarzenbach a lu Cicéron, peut-être dans le texte. Il en a retenu que Catilina avait failli s'emparer de Rome en faisant appel aux sentiments les plus vils des citoyens les moins éclairés. Où Catilina échoua, Jules César réussit, avec une doctrine un peu plus élaborée.

Comme ces réactionnaires amoureux du Moyen Age qui s'y imaginent aristocrates alors qu'ils auraient été serfs. M. Schwarzenbach s'est vu César plutôt que Catilina. Un César rassurant, dirigeant un peuple suisse

calmé par la potion magique de la tradition. Pour les Ides de Mars, on aviserait plus tard. Mais il n'a pas poussé plus loin sa recherche historique. Il aurait constaté que les peuples qui ont voulu résoudre leurs problèmes en expulsant un groupe ethnique ou religieux s'en sont toujours fort mal trouvés. En révoquant l'Edit de Nantes en 1685, Louis XIV dévot et vieillissant a saigné la France de centaines de milliers de Huguenots qui lui apportaient leurs forces intellectuelles et commerciales. En chassant les Juifs en 1492, Isabelle la Catholique a privé l'Espagne d'un apport identique. En voulant débarrasser la Suisse des travailleurs étrangers qui ont contribué largement à sa prospérité, les émules de James Schwarzenbach commettraient non seulement une ignominie à leur égard, mais encore un crime à l'égard du pays : crime politique, économique, culturel et spirituel. D'ailleurs le fondateur du mouvement « républicain » s'en rend compte et prend ses distances. Mais il a récolté des Catilina sur son aile et, ainsi dépassé dans

l'excès, ne trouve plus de matériel démagogique idoine pour sa vocation nationale.

Le grand malheur est que ces hyper-réactionnaires découvrent une audience dans les milieux ouvriers dont ils sont les ennemis mortels. Sous prétexte que les travailleurs n'ont pris qu'une part très modeste et inéquitable à la prospérité de ces vingt dernières années, ils veulent en faire les victimes du poison qu'ils comptent administrer au pays. Ce ne sont pas les capitaines d'industrie qui modifieront en quoi que ce soit leur mode de vie dans la récession. Ce sont les travailleurs qu'on menacera du chômage et que l'on mettra en concurrence pour réduire leurs salaires et leurs avantages sociaux, pour allonger leurs horaires de travail. Mais de cela, l'Action nationale et le parti républicain se soucient comme de leur première chemise. Pourvu que cela paie électoralement. Et même au contraire, si cela peut entraîner un « ordre moral » genre Vichy, et soumettre davantage la classe ouvrière à l'arbitraire des patrons.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

«J'ai vu tuer un peuple»

La « Claudiana » est une maison d'édition de Turin, animée par des protestants, « Vaudois » du Piémont. Elle a publié par exemple le « Notre Père expliqué aux simples laïques » de Luther ; la célèbre polémique entre le même Luther et Erasme : « Du libre-arbitre », écrit Erasme, « Du serf-arbitre », répond Luther ; ou encore les écrits politiques de Thomas Münzer, le chef de la révolte des paysans allemands au XVI^e siècle (auquel le Genevois Maurice Piazola a consacré un beau livre).

Elle vient de publier, du pasteur Tullio Vinay, un témoignage bouleversant : « Ho visto uccidere un popolo » — « J'ai vu tuer un peuple ». En sous-titre : « Sud Vietnam : tutti devono sapere ! (Tous doivent savoir... Il faut que tous sachent...) »

Le pasteur Vinay a travaillé des années au Piémont ; il a été l'âme de la construction d'un centre de jeunesse protestante, « Agapé » dans la vallée qui de Turin monte vers Sestrière. Puis il s'est rendu en Sicile, animer un mouvement proche par l'esprit de celui de Danilo Dolci. En septembre 1973 enfin, il est à Saigon, chargé par le Comité international pour sauver les prisonniers politiques au Vietnam du Sud d'une mission secrète. « Déguisé » en prêtre catholique, il parvient à visiter les camps de détenus...

Ce printemps, j'avais eu l'occasion d'entendre Tullio Vinay, venu donner une conférence au centre paroissial de Saint-Jacques à Lausanne. Ce qu'il disait — ce qu'il rapporte dans son livre — n'était pas nouveau pour moi. Mais à entendre ce petit homme, qui s'exprimait en un français approximatif (ce qui ne donnait, je ne sais pourquoi, que plus de poids à sa parole, une

sorte de sincérité déchirante), je prenais conscience que je savais sans savoir, que peut-être, tout au fond de moi, je n'avais pas cru entièrement à tous les rapports, à tous les témoignages lus ou entendus : une part de propagande, me disais-je, une part d'exagération dictée par la « politique »...

La vérité toute nue

Or devant cet homme si évidemment honnête, il n'y avait plus de propagande qui tienne : la vérité toute simple et toute nue, « mais difficile à découvrir et lourde à porter ». « Où sont aujourd'hui les saints ? et où sont aujourd'hui les vierges ? » s'écriait-il en citant les Ecritures. « Les saints, ce sont aujourd'hui ceux qui acceptent la torture et la mort ; les vierges, ce sont les femmes vietnamiennes qui se prostituent, parce que

Le cheval de bataille de ces gens est donc une abomination et une tromperie à tous égards. On ne voit pas qu'un vrai socialiste puisse l'enfourcher sans trahir l'objectif fondamental du socialisme : renforcer la démocratie politique en assurant la démocratie économique.

Il vaut la peine de lire un article du professeur Yvo Hangartner de Saint-Gall paru à la Revue de droit suisse (1974 I, p. 121), publication qui n'a vraiment rien de révolutionnaire. L'auteur conclut ainsi (p. 144 d) :

« La démocratie suisse doit être développée, en ce sens qu'il échet d'écarter les limites inadmissibles à l'activité politique des étrangers. Avec le temps, il convient de ne plus lier les droits de décision dans l'Etat à la nationalité suisse ; si possible il faudrait introduire le droit de vote et l'éligibilité des étrangers dans la mesure d'une extension de la convention européenne des droits de l'homme fondée sur la réciprocité. »

Quand on réfléchit, on est bien loin de M. Oehen, l'apprenti sorcier.

P. A.

c'est pour elles le seul moyen de quoi gagner le peu d'argent nécessaire pour empêcher leurs enfants de mourir de faim... » Paroles que vraisemblablement, on n'a pas tous les jours l'occasion d'entendre dans une salle paroissiale...

Un crime monstrueux

Que révèle-t-il ? Qu'est-ce qu'il faut que tous sachent désormais ? Encore une fois, rien de nouveau : La perpétration d'un crime monstrueux, « l'élimination progressive de 200 000 hommes, femmes et enfants (bambini...), étiquetés comme « prisonniers politiques » ou « délinquants de droit commun »...

« A la chute d'Hitler, dit la prière d'insérer, les pays de l'Axe se retranchèrent derrière un alibi de fer : « Nous ne savions pas... » Mais aujourd'hui, l'« Occident chrétien » a perdu cet alibi.

Aujourd'hui, le Pape, les chefs de l'Etat, les ministres, les diplomates savent ; l'opinion publique est informée ; toi qui lis (ce livre), tu sais. On ne peut rester indifférent... »

Le Mouvement suisse d'« Aide au Vietnam » a envoyé pour plus d'un million de produits pharmaceutiques au Vietnam. Dans le même temps, l'industrie suisse et la finance suisse, du seul fait de leur imbrication dans l'industrie et dans la finance internationale et américaine en particulier, contribuait pour plusieurs dizaines de millions (je suis modeste !) à l'effort de guerre américain...

J. C.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Un détour par le Tessin

Pour commencer notre pointage de la presse suisse alémanique, un petit détour, cette semaine exceptionnellement, par le Tessin, et en particulier par le sommaire de l'hebdomadaire du Parti socialiste autonome (édité à Bellinzone), « *Politica Nuova* » (No 38).

En couverture, des photographies des manifestations organisées il y a une dizaine de jours dans notre pays contre le régime au pouvoir au Chili (des commentaires suivent à l'intérieur, sous la forme d'un appel à la solidarité avec la résistance chilienne et d'une revue de presse qui montre comment les actions des comités Chili ont été systématiquement déformées ou minimisées par la presse tessinoise, du « *Giornale del Popolo* » au « *Corriere del Ticino* »). L'éditorial est consacré aux finances cantonales, tandis que les morceaux de résistance tiennent dans le deuxième volet d'un dossier sur les travailleurs étrangers, une réflexion sur la crise économique en Suisse (« une crise programmée »), un appel à la reconnaissance du gouvernement provisoire du Vietnam du Sud par les autorités helvétiques, et le point des tensions

entre ouvriers typographes et patrons de l'édition. Quelques notes à souligner : un entrefilet rappelle que les efforts de coordination entre les organisations progressistes suisses allemandes POCH et le Parti socialiste autonome se poursuivent régulièrement (un appel commun sera publié à l'occasion de la votation sur la troisième initiative xénophobe) ; en une demi-page, le journal dresse un historique des récents troubles à la caserne de Bellinzone, troubles qui ont mené à un refus d'ordre collectif de vingt recrues (la parole est donnée sur ce point au comité de caserne de Bellinzone) ; enfin, « *Politica Nuova* » poursuit sa dénonciation de la présence notoire sur sol tessinois de membres des organisations fascistes italiennes.

La contre-information

— Revenons maintenant à la presse suisse alémanique !

Dans le supplément « politique et culturel » du week-end de la « *National Zeitung* », Martin Walser, à qui est dû l'article de première page, répond longuement à la question : « Qu'est-ce qu'un écrivain ? ». Dans le même numéro, une contribution, sous forme de dialogue entre deux collaborateurs, à la discussion sur la « contre-presse » et sa place dans l'organisation de nos moyens de communication de masse, la suite d'une grande enquête sur la sécurité européenne (avec en point de mire la Conférence de sécurité).

Le pouvoir en Suisse

Le magazine hebdomadaire du « *Tages Anzeiger* », pour sa part, se lance dans une réflexion sur la répartition du pouvoir économique en Suisse. Angle d'attaque : la substance même de la démocratie, son fonctionnement et par là la survie de nos institutions, pourraient être sérieusement mis en danger par la répartition notoirement inégale de la fortune en Suisse où un pourcent de la population jouit de près de la moitié de la fortune privée.